



Le nombre de bacheliers augmente mais pas le nombre de places à l'université

27/06/2017

17 000 jeunes, c'est le nombre d'élèves qui n'ont toujours pas d'affectation à l'issue de la deuxième phase d'APB qui s'est déroulée hier. 115 formations restent en tension, dont certaines sont en « pastille verte ». Même ce système insatisfaisant car générant de l'orientation par défaut est à bout de souffle. S'ajoutent à ces formations en tension, les filières sélectives et la sélection illégale pratiquée à l'entrée de certaines filières universitaires.

L'UNEF, l'UNL, PLUS et la FCPE s'inquiètent fortement de cette situation qui annonce une rentrée difficile : élève sans affectation, amphithéâtres bondés, orientation subie... Elles dénoncent le manque d'anticipation des pouvoirs publics quant à l'augmentation constante du nombre d'étudiants : 40 000 pour la seule rentrée 2017/2018. D'année en année, les conditions d'accès à l'enseignement supérieur et d'études se dégradent. Chaque jeune doit avoir le droit de choisir son orientation et de poursuivre ses études. Quel message est donné à toute une génération désireuse de se former et de construire son avenir, notamment professionnel ? Que certains le pourront et d'autres non ? Le diplôme est le premier rempart contre le chômage. Priver des jeunes d'accès aux diplômes, c'est les condamner à un parcours de vie difficile.

Les écoles privées, donc hors procédure APB, profitent allégrement de ce système sélectif et n'hésitent à faire la promotion de leurs formations onéreuses auprès des jeunes désespérés et de leur famille !

Face à cette situation, l'UNEF, l'UNL, PLUS et la FCPE demandent au ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de prendre les mesures qui s'imposent : augmenter les capacités d'accueil des filières en tension pour la rentrée 2017 et investir massivement dans l'enseignement supérieur pour permettre à chaque jeune qui le souhaite de poursuivre ses études dans de bonnes conditions.

En outre, le gouvernement parle aujourd'hui de mettre en place des prérequis pour entrer dans le supérieur. C'est de la sélection qui ne dit pas son nom ! Face à ce modèle du tri sélectif des jeunes qui veulent se former, face à cette volonté de renforcer le déterminisme social, l'UNEF, l'UNL, PLUS et la FCPE continueront de défendre le droit aux études choisies, pour tous !

Le taux d'échec et d'abandon dans les premières années de l'enseignement supérieur reste également préoccupant. Au lycée, la préparation du projet d'orientation devrait être intensifiée et débiter bien avant l'inscription dans APB. La fin de la hiérarchie entre les filières du lycée et un meilleur accompagnement des élèves sont également nécessaires. Dans l'enseignement supérieur, les pratiques pédagogiques ont besoin d'évoluer pour prendre en compte la diversité des étudiants. La spécialisation des étudiants devrait aussi être plus progressive.

L'accès pour les jeunes à la filière de leur choix est la garantie de la réussite de leur cursus. L'accès pour tous à un enseignement supérieur de qualité est une question de volonté politique. L'UNEF, l'UNL, PLUS et la FCPE sauront le rappeler aux ministères concernés.